

# L'avenir de l'Europe

Ce que disait, voici plusieurs mois déjà,  
un écrivain suisse

L'article suivant, de M. Edmond Rossier, professeur et journaliste suisse, date déjà de plusieurs mois (il a été publié dans la Gazette de Lausanne, le lundi 29 mai); mais il garde un grand intérêt d'actualité.

M. Rossier commentait le débat qui s'était déroulé à la Chambre des Communes d'Angleterre, quelques jours plus tôt, le mercredi 24 mai.

La presse donne une grande importance au discours de sir Samuel Hoare; et ce n'est que justice, car cet homme d'Etat nous apparaît comme l'un des meilleurs, sinon le meilleur que possède l'Angleterre. En décembre 1935, il a fait, pour arrêter le conflit italo-éthiopien, de judicieuses propositions qui, en d'autres temps, auraient eu des résultats. Il a rendu d'utiles services à son pays comme ambassadeur à Madrid. Il connaît bien la situation actuelle, ce qui lui permet d'exposer des vues sur l'avenir.

Il débute par établir que chacun doit constater qu'il n'y a plus de victoire possible pour l'Allemagne. Ce que je crois exact, et les succès que la Wehrmacht est encore parfaitement capable de remporter n'y changeront rien. Même si les événements tournent au mieux pour elle, l'Allemagne ne peut espérer autre chose que maintenir ses institutions et son cadre. C'en est fait des grands projets, de l'ordre nouveau; et cela non pas tant parce que, en face de la coalition adverse, la force a manqué, mais parce que des années d'occupation militaire ont à tel point révolté les peuples que toute conciliation est devenue impossible. Napoléon Ier n'avait pressuré l'Europe que dans une mesure beaucoup moindre; pourtant elle s'est soulevée tout entière contre lui.

Cela étant, dit l'orateur, les pensées se tournent vers un autre avenir: on se demande quelle sera l'influence prépondérante qui entrera en action, d'où va sortir le redresseur de torts, le demiurge de demain. Les uns regardent vers les Etats-Unis, d'autres vers l'Union soviétique, d'autres encore mettent leurs espérances en la Grande-Bretagne. Je reconnais que, si le choix s'imposait, c'est à cette troisième catégorie que j'appartiendrais.

En effet, les orateurs transatlantiques déclarent de toutes leurs voix que la grande république interviendra activement dans le relèvement du monde, que désormais elle s'occupera avec zèle de ses destinées. Mais quiconque a connu chez lui le peuple américain a quelque peine à l'admettre. Si l'isolationnisme a momentanément disparu comme drapeau politique, il reste au fond des coeurs. L'océan creuse deux larges fossés autour du territoire national; les intérêts les franchissent, mais il n'est pas probable que les pensées les suivent bien longtemps.

Il est compréhensible que beaucoup de gens, en France et en Italie, dirigent leurs espoirs vers M. Staline qui jusqu'ici ne leur a fait aucun mal. Mais il est difficile de nier que le bolchevisme soit une forme rétrograde de la vie publique et privée. L'absorption des énergies individuelles au profit de la collectivité heurte divers instincts et parmi les plus nobles. Le maintien de l'Etat sur l'industrie et le commerce risque de provoquer une perturbation dont on a peine à fixer les limites. Et l'on voit mal le paysan vaudois ou bernois acceptant de gaité de coeur la confiscation de son domaine et s'adaptant à la culture du sol sous la forme collective.

Reste l'Angleterre. Je ne m'attarde pas aux questions que pose sir Samuel Hoare, se demandant si elle est capable de satisfaire à la grande tâche d'aide et de charité que l'Europe malheureuse réclamera dès le lendemain de la guerre. Je constate que, inspirée d'un esprit démocratique indépendant d'anciennes formes, laissant chacun déployer librement ses capacités à l'avantage de tous, elle peut exercer l'action la plus saine et réagir contre certaines tendances que d'anciens considèrent comme dangereuses. Et quand l'orateur déclare que son gouvernement ne renouvellera pas l'erreur qu'il a commise dans l'entre-deux guerres en pratiquant le *wait and see*, cela me paraît très rassurant.

Cependant l'Angleterre, dont les

forces sont limitées surtout si ses Dominions ne la secondent pas dans l'oeuvre de reconstruction, ne peut imposer son ascendant sur le continent que si les peuples marchent avec elle. Le malheur est que, par les bombardements aériens dont je ne discute d'ailleurs pas l'utilité, elle est en train de les effrayer, de se les aliéner.

\* \* \*

Sir Samuel Hoare s'occupe du régime intérieur qu'instituera chaque pays. Il met en garde contre une imitation trop exacte de l'Angleterre; et c'est d'une élémentaire prudence. Car, pour appliquer le parlementarisme tel qu'il fonctionne en Grande-Bretagne, il faut des traditions et des partis bien constitués. Si, dans une assemblée, des démolisseurs prennent plaisir à abattre un ministère sans être capables de le remplacer, si le nouveau gouvernement est toujours choisi dans les mêmes groupes, si non formé des mêmes hommes, il n'y a aucune raison pour que cela s'arrête: c'est l'instabilité qui engendre toute sorte d'inconvénients. A ce propos l'orateur cite un Etat, qu'il n'est pas nécessaire de chercher bien loin, qui n'a pas eu moins de quarante-trois équipes ministérielles dans l'espace de seize ans.

Dans l'idée de sir Samuel Hoare, mieux vaut dans de nombreux cas, suivre l'exemple des Etats-Unis ou de la Suisse. Ce qui est très flatteur pour notre pays. Mais qu'on y prenne garde! Si d'après la constitution, notre Conseil fédéral est indépendant du vote de l'une ou l'autre des Chambres, d'où il tire la fermeté et la capacité d'agir, le peuple suisse n'est pas seulement pourvu du droit électoral; il est législateur par le referendum, constituant par l'initiative: c'est presque la démocratie directe. Une telle extension de pouvoirs conviendrait-elle à chacun?

L'Europe de demain n'aurait-elle pas avantage à s'organiser sur la base du *Commonwealth* britannique? C'est la question que pose sir Samuel Hoare, et ici il sort du domaine intérieur pour aborder le plan fédératif, car chaque dominion a le droit d'instituer chez lui le régime qui lui plaît. Il est disposé à répondre que oui; vu que, si le vieux continent n'admet pas des formes nouvelles qui lui assurent la concorde, il va au-devant de mille maux, il perdra sa position dans le monde.

Ce que nous admettons. Une fédération d'Etats qui implique la paix est grandement à souhaiter, pourvu que chacun accepte de son plein gré la situation nouvelle et conserve sa souveraineté. Mais est-ce réalisable? Le *Commonwealth* reste fermement uni grâce à la communauté des intérêts et à l'allégeance à la couronne. Si les intérêts peuvent se concilier, où est la couronne? L'orateur déclare nettement que l'Angleterre doit répudier toute pensée de domination sur l'Europe. Alors?... Alors il y a là une question d'avenir qui, il faut l'espérer, trouvera une solution.

A la fin de la séance il est fait mention des trois grandes puissances avec qui il faudra désormais compter dans le monde, la Russie, l'Amérique et l'Empire britannique. Trois périls sont également signalés dont deux, le capitalisme et le communisme sont d'importance secondaire; le troisième, l'hitlérisme, est le plus dangereux.

Tel n'est pas mon avis. Je passe sur le capitalisme sur le dos duquel on met beaucoup de choses et qui, dans tous les cas, sortira de la guerre singulièrement amoichi. Il en reste deux.

La dictature, l'histoire le montre, dérive du désordre, du découragement d'une cité ou d'une nation qui souhaite la tranquillité, un sort meilleur et croit que cela dépend d'un maître. L'Europe l'ignorait depuis plus d'un siècle. Elle a reparu grâce aux conditions spéciales où se trouvaient l'Allemagne et l'Italie. Elle est devenue dangereuse par l'effet de deux hommes: l'un qui a préparé incessamment la guerre, l'autre qui a cru avantageux de s'y aventurer. Le continent qui en pâtit cruellement l'a prise en horreur; les nations qui l'ont acceptée souffrent autant que les

autres. Il est peu probable qu'elle ressuscite de longtemps.

Le communisme, au contraire, poursuit sa propagande. Il a les mains libres à peu près partout. S'il séduit peu les gens qui réfléchissent, il exerce sur les masses un attrait d'autant plus grand que tant d'autres régimes paraissent avoir fait faillite et qu'elles cherchent du nouveau. Il revêt les formes les plus diverses; il sait, suivant les circonstances, dépasser en zèle les partis nationaux; il parle à chacun en son langage; et il est prêt à se servir de la force. C'est le péril de demain. Il est singulier qu'un homme de haute intelligence comme sir Samuel Hoare ne le discerne pas.

\* \* \*

On a reproché à ceux qui, en 1918, ont tenu les grands rôles de ne pas avoir suffisamment préparé la paix. Tel n'est pas le cas aujourd'hui; nombreux sont ceux qui élaborent des systèmes dont le seul tort est de ne pas concorder. Sur un point heureusement, tous les orateurs sont d'accord: c'est qu'il faut avant tout en finir avec la guerre.

Edm. R.